



*À ces personnes qui ont disparu
pour avoir défendu l'environnement et le territoire au Mexique*

**Chronique mexicaine 41
26 décembre 2024**

25 octobre

20 000 km d'oléoducs en territoire mexicain

Un article de fond de Avispa Midia fait le point sur ces équipements qu'on installe à marche forcée. Pour la plupart, ils ont été construits entre 2011 et 2024 et ils permettent aux USA d'écouler leur pétrole vers le Sud. Et leur gaz.

(voir *Chro mex 40 : 16 août et 13 octobre*)

8 terminaux sont en construction sur les côtes du Mexique pour l'exportation par bateaux des très grosses quantités de gaz qui seront ainsi importées (et dépassent largement les besoins du Mexique lui-même).

Il s'agit donc d'investissements énormes pour des infrastructures énormes, mais bien sûr les citoyens mexicains n'ont pas été consultés, et encore moins les populations indigènes.

L'article d'Avispa Midia revient sur les étapes du processus depuis les années 1990, en passant par les débuts de la fracturation hydraulique dans les années 2000 aux USA. On cherchait du pétrole, mais le gaz de schiste, obtenu au cours de l'extraction, il fallait bien lui trouver une destination : et c'est ainsi que dans les années 2010, le président mexicain Calderon s'est aligné sur les besoins des États-Unis et a ouvert en grand les robinets de l'importation.

Une réforme de l'Énergie, en 2013, a réglé les aspects juridiques... et, alors que le Mexique dispose d'une entreprise nationale, Petroleos Mexicanos PEMEX, ils s'est mis sous la dépendance des importations états-uniennes, choisissant de produire son électricité à partir de ce gaz.

Une partie de ces gazoducs seront sous-marins et leur implantation est un bras d'honneur aux pêcheurs (35 000 enregistrés, dans le seul État de Vera-Cruz) qui travaillent de façon artisanale (*) : la zone des pipe-lines sera interdite et ils devront aller pêcher beaucoup plus loin des côtes ; il est même prévu que les contrevenants encourrent l'accusation de terrorisme car les installations seront classifiées « sécurité maximale ».

Pour la suite des infrastructures prévues (Puerta al Sureste : voir : 16 août) une « Table de dialogue » a été créée, mais aucune demande des pêcheurs – pour que soient garantis la pérennité de leur activité traditionnelle et le retour à l'équilibre du milieu naturel - n'est prise en considération. La Transnationale canadienne TC Energy se limite à proposer de façon ponctuelle de l'argent, un moteur, une barque, et cela une fois pour toutes.

De plus, elle demande tous les papiers et documents détenus par les pêcheurs et leurs coopératives, et fait en sorte que ces derniers signent un engagement à ne jamais faire aucune réclamation à l'entreprise, même s'il y avait plus tard des dommages écologiques dans la mer, les lagunes ou les villages environnants.

Pour couronner le tout, ces prétendues négociations ne concernent que les pêcheurs en mer, ceux qui sont dûment enregistrés, et pas ceux qui pêchent sur les grandes lagunes de Tamiahua et Tampamachoco ou sur les rivières, comme si ces milieux n'étaient pas un tout écologique intimement lié.

(*) Et à toute une partie de la population, car la pêche est une activité majeure dans la région (mer et lagunes)

L'Union Européenne a décrété que le gaz de schiste (méthane), qu'elle appelle « gaz naturel », était un gaz « vert » et qu'il faisait partie de la « Transition énergétique », répondant à l'objectif de décarbonation en 2050. Mais il reste un combustible fossile qui a sa responsabilité dans le réchauffement climatique, contestent les scientifiques (*) et les Mexicains...

Pendant que l'Europe se paye de mots (et se paye notre tête) en prétendant ainsi décarboner son économie, pendant qu'elle parle d'économie « verte » et de « transition écologique », les pays du Sud subissent une reconfiguration économique majeure pour répondre à ses besoins : c'est là-bas qu'on extrait les minéraux, qu'on construit d'immenses parcs photovoltaïques et éoliens, qu'on installe des gazoducs.

Là-bas sont les zones de « sacrifice vert ».

Et ces lieux sont sacrifiés pour continuer dans le modèle de croissance économique perpétuelle qui est dans la logique capitaliste ; pour rester dans cette logique d'accumulation, il faut que des pays deviennent des zones, des terrains vagues, des lieux dont on peut se passer... Et on fait aussi une croix sur les cultures vivantes qui vont avec ces terres : des façons de vivre, de voir le monde, voilà ce qui est aussi éliminé.

Voir : <https://radiozapatista.org/?p=49418>

Manifestation de soutien aux Zapatistes, à Mexico-ciudad



Après que le Sup Moises, commandant en chef de l'EZLN, a dénoncé l'invasion du village zapatiste « 6 octobre » du Caracol Jerusalén -région d'Ocosingo- par une troupe lourdement armée (voir *chro mex 40 : 16 octobre*), des milliers de personnes ont protesté dans la capitale contre la guerre faite aux Zapatistes ; parties de l'Antimonument aux **43**, elles sont arrivées au Zocalo, la place centrale.

Dans les discours prononcés, on a également mentionné l'assassinat

du Père Marcelo et dénoncé une tentative délibérée d'imposer un climat de terreur au Chiapas.

Les assistants ont insisté sur la nécessité d'enrayer la guerre civile que les Zapatistes annoncent depuis 3 ans : « Arrêtez de créer des conflits et laissez les Zapatistes tranquilles », ont demandé les intervenants.

Déclaration du Conseil Indigène Suprême du Michoacan

Les autorités traditionnelles des 70 communautés indigènes qui composent le CSIM condamnent les attaques contre les Zapatistes.

Elles affirment que les *Caracoles* zapatistes sont exemplaires en matière de résistance, d'organisation, d'autonomie, et ceci aux yeux de tous les peuples du monde : c'est pourquoi les menaces qui pèsent sur les Zapatistes sont « une agression contre toutes les communautés du monde qui luttent pour plus de justice et pour la défense des droits collectifs ».

(*) Selon les chiffres de l'Agence Internationale de l'Énergie, ce gaz est responsable pour 1/3 de l'augmentation globale des températures

26 octobre

Amérique latine : l'état de droit recule

Une étude du World Justice Project (organisation indépendante et pluridisciplinaire :

<https://worldjusticeproject.org/>) indique qu'en Amérique latine les pays où l'état de droit se

détérioré... sont les plus nombreux. Vénézuéla, Haïti et Nicaragua détiennent le pompon, Uruguay est le plus respectable.

L'indice se calcule grâce à des enquêtes auprès des populations et à la consultation d'experts, et inclut des facteurs variés : limites du pouvoir gouvernemental, absence de corruption, droits fondamentaux, justice, ordre et sécurité, etc.

Le Mexique fait partie des pays où les Derechos Humanos sont en recul.



Allez ! «Tous ensemble, Tous ensemble, ouais ! » P.]

Parallèlement, beaucoup de citoyens, déçus de la triste réalité de la « démocratie », s'engagent de moins en moins et rejettent nettement les institutions et les autorités -notamment par l'abstention.

[une note optimiste, pour finir : c'est vrai que 63 % des pays d'Am. Lat. et de la région caraïbe sont en recul pour l'état de droit... MAIS, après tout, au niveau mondial, 57 % des pays sont *aussi* en régression...

Le CIDH condamne l'assassinat du Père Marcelo (Chiapas)

La Commission Interaméricaine des DH (émanation de l'OEA, Organisation des États Américains) a appelé l'État mexicain à enquêter avec la diligence qui s'impose et à sanctionner « les responsables intellectuels et matériels » du meurtre.

Par ailleurs, l'officine pour les Droits Humains de l'ONU (ONU-DH) a souligné que Marcelo Perez était une référence dans la recherche de la paix, de la vérité et de la justice pour le Chiapas.

La mémoire n'est pas synonyme de résignation (Communiqué du CNI)

Depuis plus de 50 ans, les familles de personnes disparues avec le terrorisme d'État enquêtent, recherchent, se fédèrent, dénoncent, exigent justice.

Plus de 200 collectifs avaient déjà déclaré le 19 avril « Jour des familles qui cherchent », obstinées dans leur refus d'admettre que le Mexique se transforme en fosse commune.

Aujourd'hui, sur la demande des familles, on organise pour le 23 novembre « un abrazo colectivo, un cri solidaire, un chant pour la mémoire, un bal pour la justice ».

Ce sera « *Résonances du Caracol pour nos disparus et disparues* », un Mémorial musical auquel participeront artistes, organisations sociales et personnes solidaires, en appui aux personnes qui cherchent.

« Parce que les disparus/ues nous manquent à tous/toutes », le Réseau Universitaire Anticapitaliste organise l'événement et il mentionne que la guerre qui se vit au Mexique trouve la principale résistance dans les Peuples originaires et les mères qui cherchent.

« **Sans aucun doute, l'EZLN est un des projets de vie alternative et d'organisation sociale parmi les plus importants du monde.** Pour cette raison, la réalisation de *Résonances* se fera en exigeant constamment HALTE À LA GUERRE CONTRE LES COMMUNAUTÉS ZAPATISTES »

31 octobre

Offrande collective pour le Jour des Morts (Mexico)

Le 1^{er} Novembre, une cérémonie se tiendra à la Maison des Peuples « Samir Flores Soberanes » (ex-INPI, voir *Chro mex 16 : 12 octobre 2020*).

Organisations, villages, communautés, collectifs, individus sont invités à unir leur rage, leur résistance, leur rébellion dans une offrande à ceux qui sont morts dans la lutte.

On peut amener nourriture, boissons, fruits, *pan de muerto*, encens, copal, têtes de mort en sucre, fleurs de cempasúchil, semences, portraits des absents...

Il y aura musique, chant, bal, danse, poésie et « beaucoup de joie rebelle ».

6 novembre

Démocratie inégalitaire

C'est le titre d'un article paru dans *La Semana de Este País*, de Viri Rios, universitaire et politologue mexicaine.

L'auteure, à travers enquêtes rigoureuses et publications argumentées, conteste le discours convenu sur les inégalités au Mexique, et ses conclusions rejoignent une conviction déjà très largement partagée : la balance démocratique ne penche pas toujours (sic) vers les majorités... Les études mettent en évidence que le gouvernement représente plutôt les personnes à gros revenus, négligeant les besoins de base de celles d'en-bas. Les élites ont une influence souterraine dans des décisions cruciales, comme le budget ou la législation, tandis que les voix des plus défavorisés « semblent s'évanouir ».

Quelques exemples :

1) Une étude du budget de 29 pays, dont le Mexique, fait apparaître que, sans l'influence occulte des classes supérieures dans les choix, les dépenses sociales au Mexique devraient être plus importantes de 12 %. Cette différence permettrait presque de doubler tous les programmes sociaux du Secrétariat à la Santé.

2) La puissance disproportionnée des élites [Grrrr... c'est juste pour respecter les termes de l'article que je ne mets pas de guillemets P] s'observe dans les domaines où on va légiférer ou pas : ce qui concerne l'imposition des riches, les situations de monopole, les blocages éternels concernant le travail et les retraites. Au Mexique plus que dans d'autres pays, le secteur des télécommunications, la mine, les médias et la banque ont été favorisés.

3) Le Congrès : même si au Mexique 80 % de la population travaille, au Congrès seulement 10 % des législateurs ont déjà travaillé dans leur vie.

Ainsi, pour le comparer avec l'Amérique latine, le Mexique est à la 4^e place de ceux qui donnent une mauvaise représentation aux travailleurs, derrière Équateur, Costa Rica et Paraguay. De façon générale, pouvoir économique et pouvoir politique sont anormalement imbriqués.

L'article expose les biais par lesquels les personnes à gros revenus peuvent influencer l'État pour qu'il les représente : canaux de communications directs, tenue de réunions régulières et autres « coordinations » avec l'entreprise et le patronat.

C'est souvent là que se prennent les décisions critiques pour le pays, à huis-clos ; par exemple, dans une réunion de ce type, on a décidé que la ligne 12 du métro de Mexico serait remise en état par les entreprises de Carlos Slim (magnat libano/mexicain, l'homme le plus riche d'Am. lat. et 8^e fortune mondiale), bien que ce soit elles qui l'aient construite de façon défectueuse, au point que s'était produit un effondrement, avec la mort de 27 personnes, en mai 2021.

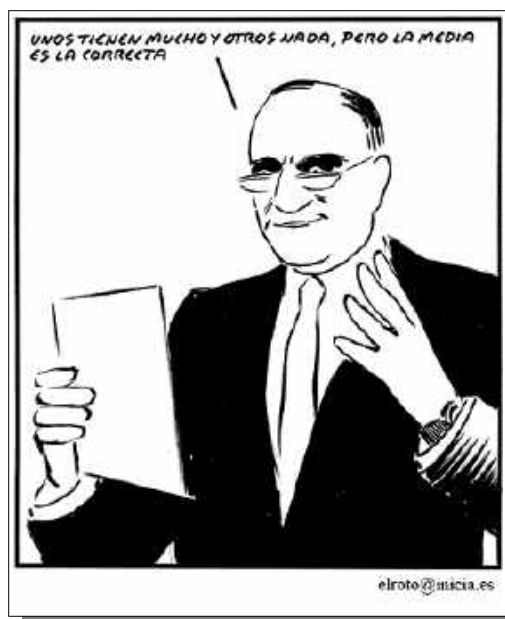
- Il faut noter aussi la capacité des riches à financer experts et fondations à leur service ou même départements universitaires qui partageront leur façon de voir...

- Par ailleurs, ils peuvent influencer sur les thèmes qu'on discute dans la presse, et polariser l'opinion sur les sujets qu'ils ont décidé de mettre en avant ; autrefois, les politiques publiques s'élaboraient à partir d'institutions universitaires, d'agences de l'État, d'organisations syndicales, mais de plus en plus ont proliféré les centres d'investigation et d'expertise « indépendants »... financés par les entreprises, pour lesquelles la liberté *d'entreprendre* est la valeur fondamentale.

L'auteur mentionne encore « l'endogamie » qui se crée du fait que ceux qui sont impliqués dans le gouvernement font déjà partie des élites économiques, et que le le gouvernement se retrouve ainsi contaminé par les préférences des plus riches.

[pardon d'avoir enfoncé ces portes ouvertes, c'est juste pour les jeunes, ceux qui ne savent pas encore.

En tout cas, El Roto, dessinateur de presse espagnol a un avis sur la question des élites qui gouvernent ...P.]



*Il y en a qui ont beaucoup et d'autres rien,
mais ce qui compte c'est la moyenne*

9 novembre

Dans un rapport, l'ONU dénonce la criminalisation par l'État d'indigènes qui développent des activités légitimes et pacifiques

Mary Landor, la rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des défenseurs des DH, mentionne 10 cas de violation caractérisée de leurs droits, assorties de fausses accusations d'assassinats ; elle demande aux autorités que soient révoquées des sentences qui infligent injustement presque 300 années de prison.

Parmi ces 10 cas, il y a celui du porte-parole zapotèque Pablo Lopez Alvarez, qui a été emprisonné pendant 14 années sans avoir été jugé, et dont le groupe de travail de l'ONU sur la détention arbitraire a conclu en 2017 que sa privation de liberté était illégale.

Par ailleurs, la rapporteuse mentionne d'autres condamnations, comme celle de David Hernandez Salazar : 46 années et 6 mois !



(pour ce militant de l'Isthme de Tehuantepec, voir *Chro mex*28 : 24 juillet 2022 / *Chro mex* 30 : 23 janvier 2023 et 7 février / *Chro mex* 39 : 20 juin 2024

14 novembre

2^e rencontre Méso-américaine des Mouvements sociaux en Résistance (Chiapas)

Extrait de la Déclaration finale

« Le système capitaliste, raciste et patriarcal, à présent allié et interconnecté au crime organisé, cherche à exercer sur nos terres un modèle extractiviste féroce, un pillage de nos biens naturels et culturels... »

Réunis à Acteal, lieu du massacre du 21 décembre 1997, 160 délégués de 6 pays d'Amérique centrale ont échangé pendant 3 jours sur leurs luttes, leurs analyses et leurs stratégies.



15 novembre

« Ces personnes, ils les ont fait disparaître parce qu'elles défendaient la nature et le territoire au Mexique. »
Nodo 50, une plate-forme activiste espagnole, qui met internet au service des luttes sociales, publie la synthèse des travaux de : Mongabay Latam <https://es.mongabay.com/>, Quinto Elemento Lab <https://quintoelab.org/>, A donde van los Desaparecidos <https://adondevanlosdesaparecidos.org/> qui ont uni leurs efforts pour ce projet de journalistes courageux : *faire le point sur les éliminations ciblées des défenseurs de la terre au Mexique.*

Près de 100 porte-parole ont disparu entre 2006 et 2023, sur lesquels 62 appartiennent à un peuple indigène.

Pendant les 6 ans d'AMLO, ont eu lieu 20 de ces disparitions de militants en vue.

Le Mexique est un des 5 pays les plus dangereux du monde pour ceux qui ne se taisent pas.

43 pages à consulter ici :

<https://www.federacionanarquista.net/a-estas-personas-las-desaparecieron-por-defender-el-ambiente-y-el-territorio-en-mexico/>

19 novembre

Santa Maria Ostula se rappelle la Révolution mexicaine (Michoacan)

À la veille de l'anniversaire du début de la Révolution (20 novembre 1910, appel à l'insurrection de Francisco Madero contre la réélection de Porfirio Diaz) les Nahuas d'Ostula se rappellent la geste héroïque des peuples originaires soulevés pour la défense et la récupération de leurs terres communales.

Ils annoncent que le 15 novembre une importante décision de Justice (rendue par un Tribunal Administratif jugeant sur le fond) a déclaré illégitime une résolution présidentielle (de juin 1967) créant un *ejido* (*) aux dépens des terres communales indigènes (procédé très souvent utilisé pour détruire des territoires indigènes, sous prétexte de réforme agraire et de redistribution de terres). La communauté demande à la Présidente Scheinbaum de respecter ce jugement et de ne pas tenter de le contourner, comme c'est arrivé bien des fois.

Elle demande aussi à une autre instance judiciaire de se conformer à ladite décision, qui doit faire autorité pour les litiges en cours.

(*) forme de possession collective de la terre, conquête essentielle de la révolution mexicaine, instituée en 1934 par Lazaro Cardenas - article 27 de la Constitution - car elle a permis la reconstitution de terres collectives confisquées entre 1856 et 1910

« La réalité n'est pas une série télévisée » (Guerrero)

C'est ce que déclare le CIPOG-EZ dans un communiqué : le Conseil Indigène et Populaire du Guerrero dénonce la création par la Présidente Sheinbaum et son équipe de gouvernement d'une « réalité inexistante » sur les *efforts* de l'État pour rétablir la paix dans le pays et combattre le crime : pure propagande destinée à tromper le public, en faisant croire que l'appareil d'État n'est pas compromis et que les maux viennent de quelques gros bonnets maffieux responsables de toute la violence du pays.

Au Guerrero, par exemple, que se passe-t-il ?

La réalité, c'est précisément le contraire : des fusillades, des assassinats d'innocents, des maires décapités, des séquestrations de groupes (qui comprennent femmes et jeunes enfants), des corps carbonisés.

Et il faudrait croire que tout cela résulte de « confrontations entre groupes locaux ?

On observe aussi des déplacements forcés de populations, l'extorsion par l'impôt maffieux (*piso*), la main-mise des groupes délinquants sur les ressources des communes, les caméras de vidéo-surveillance contrôlées par des bandes paramilitaires, le trafic de drogues sur toutes les routes de l'État avec la complaisance des forces de police et des autorités, l'intimidation, le harcèlement contre le corps des journalistes...

Chacun a le spectacle des repas et dialogues cordiaux entre les maires et des responsables connus des bandes armées ; on voit aussi l'arrestation de boucs émissaires et des enquêtes sur mesure pour éviter l'arrestation des donneurs d'ordre de la délinquance ; dans les cas en question, la complicité et la participation directe des autorités est évidente, comme celle des forces de sécurité (12 675 soldats dans le Guerrero, selon le Ministère de la Défense – le même qui explique que les responsables de l'insécurité sont quelques groupes locaux de délinquants, en concurrence).

Affirmations grotesques et cyniques !

Les gens du Guerrero qui vivent dans ces situations savent que la violence a deux visages : celle qui tire, assassine, séquestre, trafique, mais aussi *celle qui porte costume et se trouve dans chaque institution de l'État et dans chaque corporation en uniforme chargée de la sécurité.*

C'est le gouvernement qui permet qu'existent des groupes paramilitaires et des cartels qui, dans tout le Mexique, prennent le contrôle des territoires, et notamment ceux des peuples indigènes pour ensuite les livrer à l'extractivisme international.

Au Guerrero, pendant le sexennat d'AMLO, le groupe narco-paramilitaire *los Ardillos* a assassiné 63 habitants de la région Montaña Baja (*), en a fait disparaître 22, a déplacé et encerclé des communautés. Evelyn Salgado, gouverneur du Guerrero sait *qui sont et où sont* les Ardillos ; des maires travaillent avec les Ardillos, des juges, des policiers (municipaux ou de l'État du Guerrero) *sont* des Ardillos.

Le communiqué appelle la population à ne pas se laisser abuser par la propagande des médias donnant à croire que le Morena (**) s'attaque à la criminalité : les organisations populaires ne peuvent compter que sur leurs propres forces, et c'est *l'ensemble du Mexique* qui va devoir affronter le scénario de chaos que subit actuellement le Guerrero.

Les organisations des Droits de l'Homme, les compagnons de la Sexta (***) et ceux de l'Autre Europe reçoivent aussi un appel : **Restez à nos côtés !**

À 124 ans du début de la révolution mexicaine, le CIPOG revendique l'héritage de Zapata, de Villa et de Magon (****) et envoie à l'EZLN un abrazo pour ses 41 années de rébellion.

(*) La Montaña est une des 8 régions de l'État de Guerrero ; elle se situe dans l'est et elle est limitrophe, au nord, de l'État de Puebla, à l'est, du Oaxaca.

(**) Parti d'AMLO, se présentant comme d'extrême gauche et anticorruption : Mouvement de *Régénération* Nationale ; avec les élections du 17 juin 2024, il a encore renforcé son pouvoir, sa coalition disposant depuis de la majorité absolue dans les 2 chambres.

(***) Alliés du zapatisme (Mexicains et Internationaux) qui ont donné leur appui à la Sexta Declaracion de la Selva Lacandona.

(****) Ricardo Flores Magon, 1873-1922, grande figure de l'opposition à Porfirio Diaz et précurseur intellectuel de la révolution mexicaine, anarchiste.

Guerrero, peuple combatif

(article du Centre de Droits Humains de La Montaña : Tlachinollan)

Après un rappel historique sur la résistance séculaire des peuples du Guerrero à la mise en esclavage coloniale, l'article informe que la Coordination Régionale des Autorités Communautaires, plus connue sous le nom de Police Communautaire (CRAC-PC), a appelé cette semaine à une manifestation dans la capitale du Guerrero, pour exiger que la réforme indigène adoptée au niveau fédéral soit bien mise en œuvre au niveau de l'État, même si elle est insuffisante.

(Voir *Chro mex* 40 : 8 et 30 septembre)

La réforme approuvée le 18 septembre 2024 reconnaît la compétence autochtone, mais sans les décrets d'application nécessaires.

De plus, elle la cantonne à des problèmes mineurs au sein des communautés : pour l'instant, elles ne peuvent résoudre un homicide ou un féminicide, et rien n'a été transposé concernant le droit à la propriété ancestrale, au territoire, à l'administration de la justice et à l'auto- gouvernement.

Les autorités communautaires répètent donc qu'elles exigent le respect de leurs structures traditionnelles de gouvernement et réitèrent que les communautés désirent avoir à nouveau entre leurs propres mains la Justice et la Sécurité : le droit à l'autodétermination et à l'autonomie ne peut pas être un principe creux.

La Présidente Claudia Sheinbaum parle d'un « 2^e étage pour la 4^e Transformation » : mais il s'agit d'abord de jeter des fondations saines, pour sortir enfin 2 millions d'habitants du Guerrero de la pauvreté, assister les victimes des crimes passés et faire justice pour les disparus, ce qui passe par la fin de l'impunité de l'armée, principal auteur des graves violations des DH, conclut l'article.

21 novembre

« La militarisation génère un environnement propice aux violations des Droits de l'Homme »

[j'en vois qui rigolent ! ... P]

C'est ce qu'affirme Amnesty International [vous savez, l'« organisation déplorable et fanatique » dénoncée par Israël P] dans un rapport présenté le 20 novembre.

AI souligne que, dans la période de militarisation intense qui a commencé en 2007 et jusqu'à maintenant, « **au moins 101 933 personnes ont disparu et 452 254 ont été assassinées, parmi elles 49 100 femmes, 140 journalistes et 221 défenseurs du territoire, de la terre et de l'environnement** ».

Plus de 4 000 plaintes en justice ont été déposées auprès de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (organisme mexicain officiel) contre la Garde Nationale ou l'Armée pendant les 5 dernières années pour privation de vie, traitements inhumains, actes de torture et détentions arbitraires. Sans compter des actes de surveillance et d'espionnage illégaux contre des défenseurs des DH, et contre l'organisation AMNESTY elle-même.

Pour conclure, AI exhorte le gouvernement à élaborer un plan pour qu'il retire les forces armées des opérations de sécurité publique, qui doivent, selon la constitution, revenir au domaine civil. Les engagements internationaux du Mexique en matière de DH « sont incompatibles avec la militarisation ».

25 novembre

Tentative de spoliation de 14,5 km² à l'encontre d'une communauté indigène Chontal (Oaxaca)

La communauté indigène d'El Coyul (221 familles), membre de l'Alliance des villages indigènes de l'isthme en défense de la terre et du territoire (APIIDTT), dénonce une attaque brutale, fomentée par un cartel immobilier jouissant de la complicité de notaires, juges et hauts fonctionnaires corrompus. Les 1 452 hectares sont un bien collectif historique que la communauté a toujours défendu avec ses richesses naturelles, plages, mangrove, flore et faune endémique (lieu d'abordage des tortues). Procès, énormes amendes et très lourdes peines de prison frappent les comuneros et accompagnent ce coup de force.

(communiqué du CNI : <https://www.congresonacionalindigena.org/2024/11/25/cartel-del-despojo-amenaza-y-presiona-sentencia-contr-21-personas-de-la-comunidad-indigena-chontal-el-coyul-para-posesionarse-ilegalmente-de-1452ha/>)

29 novembre

San Lorenzo de Azqueltan : une lutte sans fin (Jalisco)

Les Tepehuanes et Wixarika de San Lorenzo ont été convoqués par la justice en octobre, dans une énième manœuvre de criminalisation de leur lutte pour protéger leur territoire.

Les documents et preuves fournis par la communauté ont été rejetés sans aucune justification ni argument.

Rappelons que leurs droits sur leur territoire sont si incontestables que même la Couronne Espagnole les a reconnus, dans un **titre de 1773...**

(Voir *Chro mex 36 : 1 et 11 décembre 2023*)

4^e assemblée des villages indigènes de la région de Cholula, en défense de l'Eau et de la Vie (Puebla)

Elle se déroulera le 9 décembre à Nealtican, un village particulièrement concerné par le vol de l'eau. Mais cette réalité touche de nombreuses communautés : les centres commerciaux, les zones résidentielles et les entreprises pillent l'eau avec la complicité du gouvernement et de ses agences de gestion de l'eau, dont le rôle a été complètement dévoyé.

A Nealtican, cela fait 30 années que l'eau est prélevée sans mesure, au point d'affecter sérieusement le milieu naturel et, du coup, le quotidien de tous les villages environnants.

Or, cette année, se termine le contrat que le gouvernement de Puebla a imposé aux communautés, et il ne faut pas qu'il soit reconduit. La spoliation à l'encontre des populations doit cesser, et il faut organiser la lutte au cours de cette 4^e assemblée pour que l'eau ne soit pas accaparée par les riches et leurs maffias.

30 novembre

La justice reconnaît la valeur des abeilles (Campeche)

Elle reconnaît leur valeur écologique et culturelle, et souligne « les graves omissions des autorités fédérales et étatiques qui ont causé la mort massive de ces espèces, pourtant pollinisateurs essentiels ».

C'est une décision historique en faveur des communautés mayas, et elle somme les autorités de déclarer les abeilles « sujets de droit » et de reconnaître les communautés mayas comme leurs gardiennes.

Les autorités sont donc censées enquêter sur les hécatombes qui se sont produites, agir et faire la démonstration d'une action efficace.

Le décret qui restreint l'utilisation du glyphosate doit être appliqué, les déforestations illégales doivent être sanctionnées, un programme de restauration des écosystèmes doit être mené avec la participation des communautés indigènes.

C'est une décision importante au niveau national, et si elle n'est pas contestée, tronquée ou subvertie (*), elle peut marquer un nouveau départ pour la vie culturelle et économique des apiculteurs mayas du Yucatan.

(sur les ravages de l'agriculture dans la péninsule yucatèque, voir :

Chro mex 17 : 18 nov. 2020 / Chro mex 29 : 29 déc 2022 / Chro mex 30 : 26 mars 2023

Chro mex 34 : 7 août 2023 et 1^{er} sept / Chro mex 38 : 7 mai 2024)

(*) : si...

1^{er} décembre

Rencontre internationale des rébellions et des résistances (Chiapas)

Les rencontres se feront sur le thème : « la tempête et le jour d'après », du 26 décembre au 2 janvier pour cette première session.

(voir *Chro mex 40 : 11 oct*)

Dans ce communiqué laconique, le Sous-commandant Moïses, plus haut responsable de l'EZLN, précise les lieux, San Cristobal et Oventik, et indique qu'ils ont été choisis pour la sécurité des participants.

L'événement est ouvert à tous les signataires de la Déclaration pour la Vie, c'est-à-dire à ceux qui soutiennent les Zapatistes, et notamment les ont appuyés dans leur voyage vers l'Europe (en 2021). (Les agents de l'État ne seront pas autorisés à entrer.)

Un bloc opératoire pour les Zapatistes (Chiapas)

Mut Vitz 31 participe à l'opération « un bloc opératoire », par laquelle les Zapatistes mettent en place des installations chirurgicales dans les zones qu'ils contrôlent.

Les dons peuvent se faire sur le site suivant :

<https://www.gofundme.com/f/apoya-esta-campana-por-la-salud-autonoma-zapatista>

2 décembre

Le CSIM défend le droit à la consultation (Michoacan)

Le Conseil Indigène Suprême du Michoacan occupera des routes dans tout l'État pour que soit respecté le droit des peuples indigènes à être consultés sur les mesures législatives qui les touchent. La Réforme Constitutionnelle sur les Droits des indigènes est appliquée de façon discriminatoire, et refuse à 460 communautés la possibilité de gérer elles-mêmes les sommes que l'État leur doit, ou d'établir leurs propres programmes éducatifs. De même, le système ancestral de justice n'est pas reconnu (alors qu'il existe au Michoacan plus de 200 juges traditionnels qui, *de facto*, donnent des solutions aux problèmes internes des communautés), ni le territoire traditionnel.

<https://www.congresonacionalindigena.org/2024/12/02/jornada-estatal-en-defensa-del-derecho-de-consulta-toma-de-carreteras-en-michoacan-por-el-consejo-supremo-indigena-csim/>

6 décembre

Le Centro de Derechos Humanos FRAYBA dénonce de nouveaux déplacements forcés (Chiapas)

Dans la région de Panteho et Chenalho (*), environ 3 400 personnes ont été obligées de quitter leurs foyers suite à des attaques de groupes armés.

Pétition en ligne sur le site du FRAYBA, ici : <https://frayba.org.mx/AU-04-pantelho-chenalho>

(*) à vol d'oiseau, 60 km au Nord de San Cristobal de las Casas)

Protestations de communautés de l'Isthme de Tehuantepec (Oaxaca)

Le 5 décembre, elles publient un communiqué en tant qu'APIIDTT (Assemblée des Peuples Indigènes de l'Isthme en Défense de la Terre et du Territoire) pour dénoncer :

- criminalisation, menaces, et spoliation foncière contre la communauté d'éleveurs d'El Cojul (voir ci-dessus : 25 novembre)
- la communauté Binniza de Puerto Madera dénonce tromperie et promesses non tenues malgré les compromis qu'elle avait acceptés (pour protéger l'intégrité physique et psychologique de ses membres).
- les tarifs d'électricité ont augmenté sans mesure et les communautés demandent de la justice dans ces prix, ainsi qu'un approvisionnement correct, sans coupures.

11 décembre

La Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme va statuer prochainement sur la disparition d'Antonio Gonzalez, des mains de l'État (Chiapas)

Antonio Gonzalez, membre des Bases d'appui à l'EZLN a disparu en 1999 entre les mains du groupe paramilitaire « Desarrollo, Paz Y Justicia » forgé par l'État mexicain (pour mener une guerre anti-insurrectionnelle contre les Zapatistes sans que l'armée mexicaine y paraisse mêlée).

Dans les années 1990, le groupe est responsable, selon le Frayba, d'« au moins 37 disparitions et 85 exécutions. »

La résolution de la Cour Interaméricaine des DH (une émanation de l'OEA) résultera de l'enquête sur cette disparition et ses auteurs.

13 décembre

L'Etat mexicain condamné

La CIDH a rendu son verdict .

Antonio Gonzalez, indigène Ch'ol, a disparu au cours d'un raid de paramilitaires appuyés par l'État.

« Ces groupes sont nés d'une politique de contre-insurrection conçue par l'État, ils opéraient avec l'appui, la tolérance et l'acquiescement de l'État, qui avait pour objectif de neutraliser des forces et des organisations considérées ennemies, comme l'EZLN ».

La Cour ordonne à l'État mexicain de reprendre les enquêtes sur cette disparition forcée.

De plus, l'État devra mettre au point un programme permanent de formation à l'intention des agents de l'État au Chiapas, sur l'enquête telle qu'elle doit être correctement menée et sur la procédure judiciaire en cas de disparition forcée.

[et voilà ! Un peu de pédagogie, c'est juste ça qui manquait...Ils ne savaient pas s'y prendre ; pas de chance ! P]

En outre, l'État devra créer, au cas où il ne l'aurait pas encore fait, un registre des personnes disparues.

[Il n'y avait pas songé, mais maintenant il saura...

Enfin, 26 ans après, justice est faite !

Non ? P]

Selon le Frayba, la sentence est quand même historique, en ce qu'elle reconnaît la violence de l'État mexicain, une violence programmée par le *Plan Campaña Chiapas 1994* dont les actions, pilotées par le Ministère de la Défense (SEDENA), avaient pour objectif principal la destruction de l'EZLN.

Et elle ouvre ainsi la porte à d'autres plaintes en justice sur les assassinats commandités par l'État.

18 décembre

Le dépotoir de Cholula change de nom, mais le peuple ne se laisse pas tromper (Puebla)

Le 17 décembre, le gouverneur de Puebla a annoncé que le dépotoir de Cholula sera transformé en « Centre de Transformation de déchets organiques et inorganiques ». Avec des équipements technologiques perfectionnés.

Mais c'était déjà sa fonction initiale... qui n'a jamais été respectée, et les habitants de la région ne sont pas prêts à croire que « désormais tout ira bien ».

Pour la bonne raison que « hasta ahora no hay tecnología que remedie la corrupcion, el egoísmo, la ambicion del capitalista », *jusqu'à présent il n'existe pas de technologie qui remédie à...*

Le 21 mars de cette année 2024, les villages cholultecas ont décrété « la fermeture définitive du dépotoir » et ils exercent une surveillance vigilante.

(voir *Chro mex 38 : 8 avril, 2 mai*)

Ils se rappellent la tentative de coup de force du 30 avril, où des camions d'ordures ont cherché à forcer le passage, pendant que la police municipale tirait sur les compañeros des villages.

Les déclarations du gouverneur vont à l'encontre des accords passés avec le PROFEPA, organisme fédéral chargé de la protection du milieu naturel, aux termes desquels les seules activités permises seraient celles liées au plan de fermeture définitive du dépotoir. Aujourd'hui des grues et des forces de police sont arrivées sur le site dans l'intention de reconnecter l'électricité, avec des postures menaçantes.

Un appel est lancé aux populations de la région pour qu'elles reviennent autour du dépotoir pour empêcher une remise en fonctionnement déguisée.

La seule option acceptable pour les villages, face au « dépotoir de la mort » (*chro mex 38 : 12 juin*) ,c'est une « suppression complète, permanente et définitive ».

Ils rejettent les arguments des politiciens selon lesquels le tri sélectif à la source serait impossible, et la concentration des déchets en vrac, avec tri ultérieur, serait la seule solution.

« Nous ne croyons pas que le peuple soit inconscient : nous, la majorité, nous pouvons le faire, pour la planète, pour nos enfants, et nous, les villages, ne permettrons pas que leur inconscience à eux continue à détruire la planète. »

[Quel culot ! Le petit peuple qui fait la leçon aux politiciens irresponsables, autoproclamés « élites politiques » !

On voit de tout dans ce pays des merveilles... P]

« Aux mains de qui sommes-nous ? » demandent les mères des disparus (Chiapas)

<https://avispa.org/gobierno-de-chiapas-no-reconoce-a-desaparecidos-por-el-crimen-organizado/>

Le nouveau gouverneur, Eduardo Ramirez, du parti d'AMLO, fait comme si la question des disparus n'existait pas, alors que les cas se sont multipliés depuis un an dans tout le Chiapas.

Le Collectif des Mères en Résistance prévoit des marches et blocages de routes pour qu'on le reçoive. Une grève de la faim illimitée a été entamée aujourd'hui, mercredi 18 décembre 2024, et c'est devant le palais du gouvernement que les Mères se sont installées.

« Aux mains de qui sommes nous aujourd'hui ? » La question n'est pas une figure de style : l'État a mis en place comme Ministre de la Justice du Chiapas JL Llaven Abarca, régulièrement cité dans les échanges internes des Cartels, comme un des leurs; le voilà en poste pour 9 ans.

Immédiatement, plus de 60 réseaux et organisations de la société civile ont dans une déclaration commune estimé que cette nomination aggravait encore la situation des DH au Chiapas.

Dans les 20 dernières années Llaven Abarca a occupé des postes-clés dans la sécurité publique et, sous l'exercice de son autorité, on a documenté « usage excessif de la force publique », « répression des défenseurs de DH », « détentions arbitraires et tortures », « fréquence de l'impunité ».

En 2002, la Commission Nationale des Droits Humains l'a signalé comme responsable direct de tortures. Et la Commission des DH de l'État de Chiapas a également demandé une enquête sur ce personnage.

Quant au juge chargé des disparitions, selon les Mères, il ne fait *absolument rien* , et sans leur propre travail, il n'y aurait *rien du tout* dans les dossiers.



JL LLAVEN ABARCA - prestation de serment comme Fiscal de la Republica le 28 novembre.
(Ministre de la Justice du Chiapas)

NB Les indications de dates en tête de paragraphes font référence au moment où la nouvelle a été reçue. Les faits relatés sont antérieurs, et leur date n'est pas forcément connue.

Rappel des principaux sites à consulter :

<https://www.congresonacionalindigena.org/> (Peuples en rébellion du Mexique indigène, alliés à l'EZLN)

<https://cspcl.ouvaton.org/> (Comité de Soutien aux Peuples du Chiapas en Lutte)

<https://enlacezapatista.ezln.org.mx/> (Site de l'EZLN)

<https://radiozapatista.org/>

<https://espoirchiapas.blogspot.com/> (site d'infos)

<https://acteal.blogspot.com/> (site de la Société Abejas de Acteal, Chiapas)

<https://desinformemonos.org/> (presse alternative mexicaine)

<https://avispa.org/inicio/> (media indépendant d'investigation, libertaire, Amérique latine)

<https://www.servindi.org/> (presse alternative du Pérou, traitant de toute l'Amérique indienne, et très informée sur le Mexique aussi)

<http://cocomagnanville.over-blog.com/> (collecte au quotidien des infos sur l'Amérique indienne -entre autres.

Les présentes Chroniques s'appuient sur ce travail considérable, mené par C.R., la responsable du blog.)

<https://www.frayba.org.mx/> (Droits de l'Homme, Chiapas)

<https://www.tlachinollan.org/> (Droits de l'Homme, Guerrero)

<https://es.mongabay.com/> (Préservation du milieu naturel et appui aux peuples indigènes)

Rappel : Pour en savoir plus sur tel ou tel peuple indigène cité dans Chronique mexicaine, reportez-vous au Répertoire de C.R. , dans : PEUPLES AUTOCHTONES D'ABYA YALA, ici :

<https://peuplesautochtones.wordpress.com/>



« Grâce aux nouvelles technologies, je m'informe à la seconde et j'oublie à l'instant »

Andres Rabago, *El Rotoín Camaron que se duerme* 2012

**Merci à chacun de faire circuler ces informations :
transférez, répercutez, photocopiez !**

« ¡ No les dejemos solos ! Ne les laissons pas seuls ! »

Chronique mexicaine est en ligne sur [lecafedesvallees.fr],
tous les numéros depuis novembre 2017